

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173
N° 145

TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI

Mahana 10 nō Titema 2024

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Pages

Lois du pays

Loi du pays n° 2024-32 du 10 décembre 2024 portant modification du titre Ier du livre III de la partie V du code du travail relatif aux travailleurs handicapés	23174
Loi du pays n° 2024-33 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures d'ajustement et de simplification de la réglementation fiscale	23176
Loi du pays n° 2024-34 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures fiscales de dynamisation de l'économie et de soutien au pouvoir d'achat	23178
Loi du pays n° 2024-35 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures fiscales d'accompagnement des politiques publiques	23185

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

ACTES DE L'ASSEMBLÉE DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

LOIS DU PAYS

Loi du pays n° 2024-32 du 10 décembre 2024 portant modification du titre Ier du livre III de la partie V du code du travail relatif aux travailleurs handicapés

NOR : TRA24200954LP

Après avis du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française,

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Le chapitre II du titre Ier du livre III de la partie V du code du travail relatif à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés est ainsi modifié :

1° À la section 2, le premier alinéa de l'article LP. 5312-4 est remplacé par les alinéas ainsi rédigés :

« Les employeurs visés à l'article LP. 5312-1 occupant entre 25 et moins de 50 salariés emploient au moins un travailleur handicapé pour une durée de travail cumulée au moins équivalente à 50 % d'un temps complet.

« Les employeurs occupant 50 salariés et plus emploient des travailleurs handicapés dans la proportion minimale de 2 % de l'effectif total de leurs salariés. Ce taux peut faire l'objet d'une revalorisation fixée par arrêté pris en conseil des ministres, pour atteindre le taux maximum de 4 %. La revalorisation tient compte des conditions favorables à l'insertion professionnelle des personnes reconnues travailleurs handicapés et du nombre de demandeurs d'emploi reconnus travailleurs handicapés.

« Pour permettre une évaluation de la fixation du taux d'obligation, les services en charge de l'emploi et de la solidarité communiqueront au premier trimestre de l'année civile en cours, au service en charge du travail, les éléments suivants, relatifs aux personnes reconnues travailleurs handicapés, avec une évolution sur 5 ans :

« - le nombre de personnes reconnues travailleurs handicapés orientées en milieu ordinaire par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ;

« - le nombre de personnes reconnues travailleurs handicapés orientées en milieu adapté par la commission technique d'orientation et de reclassement professionnel ;

« - le nombre, par type d'aide, de mesures d'aides à l'emploi en faveur des travailleurs handicapés ;

« - la progression du nombre de travailleurs handicapés inscrits au service en charge de l'emploi, par catégorie de reconnaissance, âge et qualification professionnelle ;

« - le nombre de financements des aménagements des locaux ou postes de travail nécessaires à l'embauche ou au maintien dans l'emploi d'un travailleur handicapé. »

2° La section 7 relative aux dispositions transitoires est abrogée.

Art. LP. 2. — Les présentes dispositions entrent en vigueur au titre de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés de l'année 2024.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

La vice-présidence, ministère des solidarités, en charge de la famille, de la condition féminine, des personnes non autonomes et des relations avec les institutions,

Minarii GALENON-TAUPUA

La ministre de la fonction publique, de l'emploi, du travail, de la modernisation de l'administration, du développement des archipels et de la formation professionnelle,

Vannina CROLAS

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Travaux préparatoires :

- avis n° 29 CESEC du 1er août 2024 du Conseil économique, social, environnemental et culturel de la Polynésie française ;
- arrêté n° 1695 CM du 23 septembre 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'emploi et de la fonction publique le 11 octobre 2024 ;
- rapport n° 107-2024 du 14 octobre 2024 de Mme Pauline NIVA, rapporteure du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 28 octobre 2024 ; texte adopté n° 2024-26 LP/APF du 28 octobre 2024 ;
- publication à titre d'information au JOPF n° 125 du 1er novembre 2024.

Loi du pays n° 2024-33 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures d'ajustement et de simplification de la réglementation fiscale

NOR : DIP24203385LP

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Dispositif d'exonération de TVA à l'importation des matières premières entrant dans la composition des Produits de grande consommation (PGC) fabriqués ou produits localement

L'article LP. 348-8 du code des impôts est modifié comme suit :

1°) Après le 5° *bis*, il est inséré un nouvel alinéa rédigé comme suit :

« 5° *ter* Des matières premières entrant dans la composition et configurées pour la fabrication des produits de grande consommation fabriqués ou produits en Polynésie française et dont la liste est fixée par arrêté pris en conseil des ministres ; »

2°) L'alinéa précédemment numéroté 5° *ter* est renuméroté en 5° *quater*.

Art. LP. 2. — Fusion de la taxe sur la publicité télévisée et de la taxe sur les recettes de publicité autres que télévisée

I. Le chapitre III du titre III de la première partie du code des impôts est abrogé.

II. L'intitulé du chapitre III *bis* du titre III de la première partie du code des impôts est ainsi rédigé : « Taxe sur les recettes de publicité ».

III. L'article LP. 331-10 du code des impôts est ainsi modifié :

1° Au premier alinéa, après les mots : « éditant ou diffusant » sont insérés les mots : « en Polynésie française » et après les mots : « de presse, radiodiffusé » sont insérés les mots : « , télévisé » ;

2° Il est inséré un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« La taxe est également due par toute personne qui encaisse des sommes versées par les annonceurs ou les parrains pour l'édition ou la diffusion de leurs messages publicitaires par toute personne physique ou morale mentionnée au premier alinéa. » ;

3° Il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« La taxe s'applique également à toutes les formes de financement ou de participation à des émissions télévisées regroupées sous le terme de parrainage. »

IV. L'article LP. 331-11 du code des impôts est ainsi modifié :

1° Les mots : « pour l'édition ou la diffusion de la publicité commerciale ou de l'annonce » sont remplacés par les mots : « pour l'édition ou la diffusion de la publicité commerciale, de l'annonce ou du message de parrainage » ;

2° Il est inséré un alinéa ainsi rédigé :

« Les sommes reversées par une personne mentionnée au deuxième alinéa de l'article LP. 331-10 à un éditeur ou diffuseur mentionné au premier alinéa du même article sont incluses dans l'assiette de la taxe due par ce dernier et exclues de l'assiette de la taxe due par la personne mentionnée au deuxième alinéa de l'article LP. 331-10. »

Art. LP. 3. — Ajout de précisions concernant l'assiette de la CST-S prévue par l'article LP. 193-5 du code des impôts

Au paragraphe 1- de l'article LP. 193-5 du code des impôts, après les mots : « activité salariée publique ou privée, » sont insérés les mots : « des rémunérations versées aux dirigeants de personnes morales, ».

Art. LP. 4. — Harmonisation du montant seuil du chiffre d'affaires indiqué à l'article LP. 411-4 du code des impôts qui permet aux contribuables exerçant toute autre activité de déclencher un contrôle fiscal sur demande

À l'article LP. 411-4 du code des impôts, les mots : « s'il s'agit de contribuables dont l'activité consiste à vendre des marchandises, objets, fournitures, denrées à emporter ou à consommer sur place ou à fournir le logement ou 10 000 000 F CFP s'il s'agit de contribuables exerçant toute autre activité » sont supprimés .

Art. LP. 5. — Ajout de nouvelles pièces justificatives à fournir dans la liste des conditions ouvrant droit au bénéfice de la réduction d'impôt à l'impôt foncier

Le 3° du II de l'article LP. 223-5 du code des impôts est complété d'un deuxième alinéa ainsi rédigé :

« Une copie d'une facture d'électricité datant de moins de trois mois ainsi qu'une copie des factures de l'entrepreneur ayant installé les équipements précités et, le cas échéant, une copie des factures d'achat desdits équipements auprès d'un fournisseur distinct de l'entrepreneur, sont également adressées à la direction des impôts et des contributions publiques en complément de l'attestation mentionnée à l'alinéa précédent. »

Art. LP. 6. — Suppression de l'exonération de droits et taxes à l'importation des réactifs destinés au dépistage du sida

La délibération n° 86-12 du 12 juin 1986 portant exonération du paiement de tous droits et taxes pour les réactifs importés par le Centre de transfusion sanguine (CTS), par l'institut Malardé ou pour leur compte, destinés au dépistage systématique du sida, est abrogée.

Art. LP. 7. — Modification de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant règlement du service des douanes, valant code des douanes

L'article 263 de la délibération n° 63-1 du 18 janvier 1963 modifiée portant règlement du service des douanes en Polynésie française est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 263. — La totalité du produit des amendes et confiscations prononcées à la suite d'infractions aux règlements du présent code est versée au budget général de la Polynésie française. »

Art. LP. 8. — Entrées en vigueur

Les dispositions de la présente loi du pays sont applicables à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de son acte de promulgation, à l'exception :

- de l'article LP. 1er qui s'applique aux importations de matières premières entrant dans la composition des Produits de grande consommation (PGC) fabriqués ou produits localement à compter de la date de publication de l'arrêté d'application pris en conseil des ministres ;
- de l'article LP. 2 qui s'applique aux opérations de publicité réalisées à compter du 1er janvier 2025 et n'ayant donné lieu à aucun encaissement avant cette date ;
- de l'article LP. 6 qui s'applique aux importations des réactifs destinés au dépistage du sida à compter du 1er janvier 2025.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2024.

Le Président de la Polynésie française,

Moetai BROTHERSON

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Travaux préparatoires :

- arrêté n° 2146 CM du 20 novembre 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances et du budget le 25 novembre 2024 ;
- rapport n° 126-2024 du 26 novembre 2024 de Mme Elise VANAA et M. Cliff LOUSSAN, rapporteurs du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 9 décembre 2024 ; Texte adopté n° 2024-29 LP/APF du 9 décembre 2024.

Loi du pays n° 2024-34 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures fiscales de dynamisation de l'économie et de soutien au pouvoir d'achat*NOR : DIP24203383LP*

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Application de la taxe sur la valeur ajoutée et instauration d'un taux spécifique de 9 % sur les opérations de cession d'immeubles neufs ou à construire et de parts sociales et actions qui se rattachent à ces opérations

1° Le deuxième alinéa de l'article LP. 340-9 du code des impôts est complété par une phrase ainsi rédigée :

« et des opérations de livraison d'immeubles, ou de fractions d'immeubles, bâtis ou à construire visées à l'article LP. 340-3-1 ».

2° Après l'article LP. 340-3 du code des impôts, il est inséré un article LP. 340-3-1 ainsi rédigé :

« LP. 340-3-1. — I. 1. Sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée, les opérations de livraisons d'immeubles, ou de fractions d'immeubles, bâtis ou à construire.

« Constituent des immeubles, au sens de l'alinéa précédent, les biens présentant les caractéristiques cumulatives suivantes :

« - ils procèdent de constructions nouvelles dont l'achèvement, constaté par le certificat de conformité, est réalisé dans les trente-six mois suivants la date de délivrance du permis de construire ;

« - ils n'ont fait l'objet d'aucune mutation immobilière ni occupation antérieure à la date de signature de l'acte authentique de transfert de propriété ;

« - ils sont destinés à un usage d'habitation.

« 2. Par dérogation aux dispositions du 1° du I de l'article LP. 340-9, sont soumises à la taxe sur la valeur ajoutée les cessions de parts sociales ou d'actions de société, dont la possession assure en droit ou en fait l'attribution en propriété ou en jouissance des immeubles, lorsqu'elles se rattachent aux opérations visées au 1.

« II. Les dispositions du I ne s'appliquent pas aux opérations réalisées dans le cadre de la loi du pays n° 2016-34 du 29 août 2016 relative aux organismes privés de logement social. »

3° Après l'article 340-7 du code des impôts, il est inséré un article LP. 340-7-1 ainsi rédigé :

« LP. 340-7-1. — Les opérations visées à l'article LP. 340-3-1 sont imposables en Polynésie française lorsqu'elles portent sur des immeubles situés en Polynésie française. »

4° À l'article LP. 341-1 du code des impôts, il est ajouté trois alinéas ainsi rédigés :

« Pour les livraisons d'immeubles et les cessions de parts ou d'actions mentionnés au I de l'article LP. 340-3-1, la taxe sur la valeur ajoutée est assise :

« - sur le prix de cession des immeubles ;

« - sur le prix de cession des parts sociales et actions de sociétés. »

5° L'article LP. 342-4 du code des impôts est remplacé par les dispositions suivantes :

« Taux applicable aux opérations de livraisons d'immeubles et de cession de parts sociales et actions qui s'y rattachent

« LP. 342-4. — Le taux de la taxe sur la valeur ajoutée, pour les opérations de livraisons d'immeubles et de cessions de parts sociales et d'actions visées à l'article LP. 340-3-1, est fixé à 9 %. »

6° Après l'article 343-2 du code des impôts, il est inséré un article LP. 343-2-1 ainsi rédigé :

« LP. 343-2-1. — En ce qui concerne les livraisons d'immeubles mentionnées au I de l'article LP. 340-3-1, la taxe sur la valeur ajoutée est exigible :

« - pour les immeubles bâtis, les immeubles à construire lorsqu'il s'agit de ventes à terme, et les cessions des droits, lors du transfert de propriété ;

« - pour les immeubles à construire lorsqu'il s'agit de ventes en l'état futur d'achèvement, lors de chaque versement des sommes correspondant aux différentes échéances prévues par le contrat en fonction de l'avancement des travaux. »

Art. LP. 2. — Suppression des droits de publicité foncière et simplification de certains taux

La loi du pays n° 2018-25 du 25 juillet 2018 modifiée portant réglementation générale des droits d'enregistrement et des droits de publicité foncière est modifiée comme suit :

1° Dans son intitulé et dans les intitulés du livre Ier, du chapitre IV du titre Ier du livre 1er, du chapitre Ier du titre II du livre 1er, du livre II, ainsi qu'aux articles LP. 2 premier alinéa, LP. 21-D, LP. 22-C, LP. 22-D, LP. 22-E, LP. 76 premier alinéa, LP. 91, LP. 95-A, LP. 103-C, LP. 109, LP. 110, LP. 121 premier alinéa, LP. 123-A et LP. 93, les mots : « et des droits de publicité foncière » sont supprimés ;

2° Le deuxième alinéa de l'article LP. 1er est remplacé par les dispositions suivantes : « L'enregistrement donne lieu à la perception de droits d'enregistrement. » ;

3° Aux articles LP. 1er troisième alinéa et LP. 99-B premier alinéa, les mots : « et/ou de publicité foncière » sont supprimés ;

4° Aux articles LP. 1er alinéa 4, LP. 12 alinéa 1er, LP. 21-B, LP. 21-C alinéas 3 et 4, LP. 112 alinéa 1er, LP. 120-A 1°) et LP. 120-A 2°), les mots : « et les droits de publicité foncière » sont supprimés ;

5° Aux articles LP. 1er dernier alinéa, LP. 21-C, LP. 23-A, LP. 52-B, LP. 76-1, LP. 87-A premier alinéa, LP. 90-A premier alinéa, LP. 96 et LP. 119, les mots : « et de publicité foncière » sont supprimés ;

6° Aux articles LP. 14-B et LP. 94-A, les mots : « et du droit de publicité foncière » sont supprimés ;

7° La section II du chapitre IV du titre Ier du livre Ier et l'article LP. 20 sont abrogés ;

8° Au premier alinéa de l'article LP. 22-A, les mots : « seulement ou à l'enregistrement et à la publicité foncière » sont supprimés ;

9° Au premier alinéa de l'article LP. 23, les mots : « ni de droit de publicité foncière » sont supprimés ;

10° L'article LP. 24-A est remplacé par les dispositions suivantes :

« A - Tarifs

« Sont assujettis au droit fixe d'enregistrement de 2 500 F CFP, les actes listés ci-après :

« - acte sous condition suspensive ;

« - comptes annuels (bilans et comptes de résultat) ;

« - cahier des charges ;

« - cautionnement de sommes ou d'objets mobiliers ;

« - cession de créance ;

« - consentement à main levée totale ou partielle d'hypothèque ;

« - consentement à adoption ;

« - constitution d'hypothèque ;

« - constitution de servitude à titre gratuit par acte séparé ;

« - contrat de domiciliation d'entreprise ;

« - contrat de mariage, lorsqu'il n'est constaté aucun apport ;

« - décisions judiciaires prononçant l'annulation, la révocation, la rescision d'un acte ;

« - délégations de créance ;

« - état descriptif de division d'immeuble ;

« - gage ;

« - mandat ou procuration ;

« - mainlevée de toute nature ;

« - nantissement ;

« - notoriété ;

« - ouverture et réalisation de crédit ;

« - pacte de préférence ;

« - plans ;

« - prorogation de délai pure et simple ;

« - promesse ;

« - prêt à usage ou commodat ;

« - reconnaissance de dettes ;

« - résiliations pures et simples ;

« - subrogations conventionnelles ;

« - mutations à titre gratuit de voies et espaces communs au profit d'une association syndicale ;

« - droit fixe minimum pour tout acte soumis volontairement ou obligatoirement à la formalité de l'enregistrement et/ou de l'enregistrement et de la publicité foncière.

« De manière commune aux actes listés dans le présent A, sont assujettis aux droits fixes d'enregistrement de 2 500 F CFP, les actes de complément ou d'exécution, actes modificatifs ou rectificatifs, actes refaits, dans la mesure où ces actes ne renferment aucune disposition nouvelle donnant lieu au droit proportionnel.

« Sont également assujettis aux droits d'enregistrement fixe de 2 500 F CFP les actes non dénommés dans le présent A et qui ne peuvent donner lieu aux droits proportionnels définis à la section III du présent chapitre. »

11° À l'article LP. 25, les mots : « et par droit de publicité foncière » sont supprimés ;

12° Aux articles LP. 27-A 1°), LP. 27-B 1°) premier alinéa et LP. 50, les mots : « et exonérées de droits de publicité foncière » sont supprimés ;

À l'article LP. 27-B 1°) quatrième et cinquième alinéas, les mots : « et d'une exonération de droits de publicité foncière » et les mots : « et de publicité foncière » sont supprimés ;

À l'article LP. 28 premier alinéa, les mots : « et exonérés de droits de publicité foncière » sont supprimés ;

À l'article LP. 29-A premier alinéa, les mots : « et exonérée de droits de publicité foncière » sont supprimés ;

13° Aux articles LP. 27-B 2°), LP. 62 dernier alinéa, LP. 75, LP. 98 premier alinéa, LP. 108 premier alinéa, LP. 114-A et LP. 120-B, les mots : « et de droits de publicité foncière » sont supprimés ;

À l'article LP. 27-A 2°), les mots : « et de droit de publicité foncière » sont supprimés ;

14° Aux articles LP. 29-A deuxième alinéa et LP. 87-C 1°) deuxième alinéa, les mots : « et de l'exonération du droit de publicité foncière » sont supprimés ;

15° À l'article LP. 29-A cinquième alinéa, les mots : « et sont exonérés de droits de publicité foncière » sont supprimés ;

16° Le premier alinéa de l'article LP. 44 est remplacé par les dispositions suivantes : « Les baux à durée limitée d'immeubles, de fonds de commerce, de clientèles et autres biens meubles, et tout autre acte assimilé à bail, sont assujettis à un droit d'enregistrement proportionnel de 1 % dénommé droit de bail. » ;

17° À l'article LP. 52-A, les mots : « 0,5 % et, s'il y a lieu, au droit de publicité foncière réduit à 0,5 % » sont remplacés par les mots : « 1 % » ;

18° L'article LP. 55 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article LP. 55.- Résiliations de baux

« Les résiliations de baux de toute nature sont soumises au droit fixe d'enregistrement de 2 500 F CFP. »

19° Le premier alinéa de l'article LP. 56-B est remplacé par les dispositions suivantes : « La reprise de construction en fin de bail par le bailleur, à quelque titre que ce soit, sans indemnité, est soumise au droit proportionnel de 0,50 % sur la valeur des constructions. » ;

20° À l'article LP. 57, les mots : « et aux droits de publicité foncière » sont supprimés ;

21° Au premier et au dernier alinéas de l'article LP. 61, les mots : « et exonérés du droit de publicité foncière » et les mots : « et au droit de publicité foncière » sont supprimés ;

22° À l'article LP. 72, le tableau est remplacé par le tableau suivant :

Liens de parenté entre le donateur et la ou les donataires		Droits d'enregistrement
1° En ligne directe, entre époux, personnes liées par un pacte civil de solidarité, concubins notoires, frères et sœurs, parent et enfant <i>faamu</i> (dans les conditions prévues à l'article LP. 74-E) :	- part ou fraction de part portant sur des biens immeubles et droits réels immobiliers	2,50 %
	- part ou fraction de part portant sur des biens meubles, valeurs mobilières et parts sociales	5 %
2° Entre parents en ligne collatérale du troisième degré :	- biens immeubles et droits immobiliers	12 %
	- biens meubles, valeurs mobilières et parts sociales	10 %
3° Entre parents en ligne collatérale à partir du quatrième degré et entre non-parents :	- biens immeubles et droits immobiliers	17 %
	- biens meubles, valeurs mobilières et parts sociales	15 %

23° À l'article LP. 78 premier alinéa, les mots : « et exonérée de droit de publicité foncière » sont supprimés ;

24° L'article LP. 79 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article LP. 79.- Délivrance de legs

« La délivrance de legs est soumise à un droit d'enregistrement de 2 % sur le montant ou la valeur des biens légués. » ;

25° À l'article LP. 80, les mots « , en outre, un droit de publicité foncière de 2 % » sont remplacés par les dispositions suivantes : « un droit d'enregistrement de 5 % » ;

26° À l'article LP. 82-C, au premier alinéa, les mots : « , en outre, un droit de publicité foncière de 2 % » sont remplacés par les dispositions suivantes : « un droit d'enregistrement de 3 % » et, au deuxième alinéa, les mots : « et exonérés du droit de publicité foncière » sont supprimés ;

27° À l'article LP. 103-D, les mots « et/ou des droits de publicité foncière » sont supprimés ;

28° Au deuxième alinéa de l'article LP. 120-A 1°), les mots : « ni à celle du droit proportionnel de publicité foncière » sont supprimés.

29° À l'article LP. 122, les mots : « et des droits de publicité immobilière » sont supprimés.

Art. LP. 3. — Instauration d'un taux unique des droits d'enregistrement de 7 %, pour les mutations de propriété à titre onéreux d'immeuble et pour les partages et opérations assimilées, et suppression des tranches d'assiette

La loi du pays n° 2018-25 du 25 juillet 2018 modifiée portant réglementation générale des droits d'enregistrement et des droits de publicité foncière est modifiée comme suit :

1° À l'article LP. 26 :

a. Le premier alinéa du B est remplacé par les dispositions suivantes : « Sont assujettis à un droit d'enregistrement proportionnel de 7 % » ;

b. Le tableau est abrogé ;

c. Au premier et au troisième alinéas du C, les mots : « indiqués dans le tableau ci-dessus » sont remplacés par les mots : « fixés au B du présent article » ;

d. Le D est remplacé par les dispositions suivantes : « Ils sont soumis à des droits proportionnels d'enregistrement de 6 %. Les droits sont calculés sur les valeurs définies à l'article LP. 21 C. » ;

2° À l'article LP. 30 :

a. Le premier alinéa du A est remplacé par les dispositions suivantes :

« A - Cas d'exonération et tarif : La première acquisition d'immeuble ou de fraction d'immeuble bâti, ou de terrain à bâtir, destiné à être affecté à l'habitation principale, bénéficie d'une réduction des droits d'enregistrement prévus à l'article LP. 26. » ;

b. Le premier alinéa du B et le tableau sont remplacés par les dispositions suivantes :

« B - Assiette de la réduction : La réduction des droits s'applique, pour chaque acquéreur, sur une assiette de 25 000 000 F CFP s'il s'agit d'un terrain à bâtir et de 40 000 000 F CFP s'il s'agit d'un terrain bâti ou d'un lot de copropriété acquis dans le cadre du régime de la Vente en l'état futur d'achèvement (VEFA), selon les tarifs ci-dessous :

«

Assiette terrain à bâtir	Assiette terrain bâti / Assiette lot de copropriété	Taux des droits d'enregistrement
Prix ou valeur taxable jusqu'à 25 000 000 F CFP	Prix ou valeur taxable jusqu'à 40 000 000 F CFP	1 %
Au-delà de 25 000 000 F CFP	Au-delà de 40 000 000 F CFP	7 %

»

3° À l'article LP. 32-A :

a. Au premier alinéa, les mots : « suivants : » sont remplacés par les mots : « à 5 %. » ;

b. Le tableau est abrogé.

2° À l'article LP. 33 :

a. Le A est remplacé par les dispositions suivantes :

« A - Cas d'exonération et tarif : les acquisitions immobilières nécessaires au fonctionnement de leurs activités ou de leurs œuvres sociales réalisées par les associations culturelles sont assujetties aux droits proportionnels d'enregistrement de :

« - 5 % pour les immeubles destinés à la pratique du culte ;

« - 1 % pour les immeubles destinés à l'animation de la jeunesse et à la pratique sportive.

« Les acquisitions d'immeubles destinés aux activités d'enseignement général et professionnel sont exonérées des droits d'enregistrement. »

b. Le tableau est abrogé.

3° L'article LP. 60 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article LP. 60.- Tarifs des droits d'enregistrement

«

Assiette		Droits d'enregistrement
1° Partage à titre pur et simple :	- sur la valeur de l'actif net partagé	0,5 %
	- sur la valeur des immeubles et droits immobiliers	2 %
2° Partage avec soulte ou plus-value :	- sur la valeur de l'actif net partagé avec déduction du montant des soultes ou plus-values	0,5 %
	- sur la valeur des immeubles et droits immobiliers	2 %
	- sur le montant de de la soulte ou plus-value :	
	- bien mobilier	5 %
	- bien immobilier	7 %
3° Cession de droits indivis mettant fin à l'indivision :	- sur le prix de cession des biens mobiliers	5 %
	- sur le prix de cession de biens immobiliers	7 %

« La valeur de l'actif net partagé, visée dans le tableau, comprend la totalité des biens meubles et immeubles partagés. »

Art. LP. 4. — Application de la taxe sur la valeur ajoutée aux opérations de cession d'immeubles neufs ou à construire et de parts sociales et actions qui se rattachent à ses opérations

La loi du pays n° 2018-25 du 25 juillet 2018 modifiée portant réglementation générale des droits d'enregistrement et des droits de publicité foncière est modifiée comme suit :

1° L'article LP. 31 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Article LP. 31.- Ventes d'immeubles bâtis neufs et à construire

« Sont exonérées des droits d'enregistrement prévus à l'article LP. 26, les ventes d'immeubles bâtis neufs, les ventes en l'état futur d'achèvement et les ventes à terme, relevant d'opérations de livraison d'immeubles ou de fractions d'immeubles, bâtis ou à construire soumises à la taxe sur la valeur ajoutée et dans les conditions définies par le code des impôts.

« Le bénéfice de l'exonération des droits doit être expressément requis dans l'acte soumis à la formalité et comporter la référence de l'opération au titre de laquelle il est établi. »

2° À l'article LP. 87-A, sont insérés deux nouveaux alinéas ainsi rédigés :

« Néanmoins, sont exonérées des droits d'enregistrement, les cessions de parts sociales ou d'actions de société, dont la possession assure en droit ou en fait l'attribution en propriété ou en jouissance des immeubles, lorsqu'elles se rattachent aux opérations de livraison d'immeubles ou de fractions d'immeubles, bâtis ou à construire soumises à la taxe sur la valeur ajoutée et dans les conditions prévues par le code des impôts.

« Le bénéfice de l'exonération des droits doit être expressément requis dans l'acte soumis à la formalité et comporter la référence de l'opération au titre de laquelle il est établi. » ;

Art. LP. 5. — Reconduction de l'exonération de tous droits et taxes à l'importation de certains matériaux de construction à l'exception du PID, RED DD et TVA

L'article LP. 39 de la loi du pays n° 2021-55 du 27 décembre 2021 portant simplification et performance du système fiscal en faveur de la solidarité et de l'emploi est modifié comme suit :

« Article LP. 39 — Au titre de l'année 2025, sont exonérés de tous droits et taxes à l'importation à l'exception de la Participation à l'informatique douanière (PID), des redevances portuaire et aéroportuaire, de la Taxe sur la valeur ajoutée (TVA) et du Droit de douane (DD), les matériaux de construction listés en annexe 2 de la présente loi du pays. »

Art. LP. 6. — Admission aux taux réduits du droit de douane des produits origine Océanie

Le premier alinéa du 3° du IV de l'article LP. 1er de la loi du pays n° 2008-7 du 25 août 2008 est rédigé comme suit :

« 3°.- Le taux réduit du droit de douane est octroyé sous réserve que les marchandises satisfaisant aux conditions d'obtention de l'origine "Union européenne" ou de l'origine "Océanie" soient transportées directement entre le(s) pays de l'Union européenne et la Polynésie française et le(s) pays de la zone Océanie et la Polynésie française sans emprunter aucun autre territoire ou pays.

« Un arrêté d'application, pris en conseil des ministres, précisera la liste des pays concernés et en fixera les modalités d'application. »

Art. LP. 7. — Affectation de taxes sur les hydrocarbures aux deux Fonds de régulation et de péréquation des hydrocarbures (FRPH et FPPH)

Le code des douanes de Polynésie française est modifié comme suit :

1° À l'article 194 bis A, le deuxième paragraphe du I est rédigé comme suit : « Le produit de cette taxe est affecté au fonds de péréquation des prix des hydrocarbures à hauteur de 6.5 % des recettes annuelles. » ;

2° À l'article 194 bis C, le deuxième paragraphe du I est rédigé comme suit : « Le produit de cette taxe est affecté au fonds de régulation des prix des hydrocarbures. » ;

3° À l'article 194 bis D, le deuxième paragraphe du I est rédigé comme suit : « Le produit de cette taxe est affecté au fonds de péréquation des prix des hydrocarbures. »

Art. LP. 8. — Entrées en vigueur

Les dispositions de la présente loi du pays sont applicables à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de son acte de promulgation, à l'exception :

- de l'article LP. 1er qui s'applique aux livraisons d'immeubles, ou de fractions d'immeubles, dont le permis de construire a été délivré à compter du 1er janvier 2025 ;
- des articles LP. 2 et LP. 3 qui s'appliquent aux actes signés à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'acte de promulgation de la présente loi du pays ;
- de l'article LP. 4 qui s'applique aux livraisons d'immeubles, ou de fractions d'immeubles, dont le permis de construire a été délivrée à compter du 1er janvier 2025 et aux actes signés à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de l'acte de promulgation de la présente loi du pays ;

- de l'article LP. 5 qui s'applique à compter du 1er janvier 2025 ;
- de l'article LP. 6 qui s'applique à compter de la date de publication de l'arrêté d'application pris en conseil des ministres ;
- de l'article LP. 7 qui s'applique à compter du 1er janvier 2025.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Travaux préparatoires :

- arrêté n° 2147 CM du 20 novembre 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances et du budget le 25 novembre 2024 ;
- rapport n° 127-2024 du 26 novembre 2024 de M. Tematai LE GAYIC, rapporteur du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 9 décembre 2024 ; Texte adopté n° 2024-30 LP/APF du 9 décembre 2024.

Loi du pays n° 2024-35 du 10 décembre 2024 portant diverses mesures fiscales d'accompagnement des politiques publiques

NOR : DIP24203384LP

L'Assemblée de la Polynésie française a adopté,

Le Président de la Polynésie française promulgue la loi du pays dont la teneur suit :

Article LP. 1er. — Application du taux normal de la taxe sur la valeur ajoutée aux produits effectivement taxés à la taxe de consommation pour la prévention

L'article LP. 342-3 du code des impôts est ainsi modifié :

1° Au 1° du I, après les mots : « l'alimentation humaine », sont insérés les mots : « , à l'exception des produits effectivement taxés à la taxe de consommation pour la prévention prévue aux articles LP. 338-1 et suivants du présent code et aux articles 26 et suivants de la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2002 » ;

2° Au 1° *bis* du II, après les mots : « l'alimentation humaine », sont insérés les mots : « , à l'exception des produits effectivement taxés à la taxe de consommation pour la prévention prévue aux articles LP. 338-1 et suivants du présent code et aux articles 26 et suivants de la délibération n° 2001-208 APF du 11 décembre 2001 approuvant le budget général du territoire pour l'exercice 2002 » .

Art. LP. 2. — Abaissement du taux du Droit proportionnel (DP) de la patente des producteurs de films

À l'annexe 2 de la quatrième partie du code des impôts intitulée « Tarif des patentes », dans la colonne « DP » de la ligne code des professions « F04 - Films cinématographiques (producteur de) », le taux de « 25 % » est remplacé par celui de « 10 % » .

Art. LP. 3. — Exonération de la taxe de mise en circulation des véhicules neufs spécialement équipés pour l'apprentissage de la conduite et l'examen du permis de conduire des catégories C, D et E et éligibilité de l'acquisition de ces véhicules au dispositif de réduction d'impôt pour l'investissement des petites et moyennes entreprises

1° À l'article LP. 322-1 du code des impôts, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« - les véhicules neufs spécialement équipés pour l'apprentissage de la conduite et l'examen du permis de conduire des catégories C, D et E prévus par le code de la route. » .

2° À l'avant-dernier alinéa de l'article LP. 2211-2 du code des investissements, les mots :

« ou de l'exploitation d'une pension de famille » sont remplacés par les mots : « , de l'exploitation d'une pension de famille ou de l'apprentissage de la conduite et de l'examen du permis de conduire » .

3° À l'article LP. 2211-3 du code des investissements, il est ajouté un alinéa ainsi rédigé :

« Par dérogation au premier alinéa, les investissements des entreprises relevant de l'activité d'apprentissage de la conduite et de l'examen du permis de conduire doivent porter sur les véhicules relevant des catégories C, D et E prévus par le code de la route. »

4° L'article LP. 2213-1 du code des investissements est remplacé par les dispositions suivantes :

« LP. 2213-1.- Ne sont pas éligibles à la réduction d'impôt les investissements portant sur des véhicules de tous types, à l'exception de ceux utilisés pour l'apprentissage de la conduite et l'examen du permis de conduire relevant des catégories C, D et E prévus par le code de la route. »

Art. LP. 4. — Entrées en vigueur

Les dispositions de la présente loi du pays sont applicables à compter de la date de publication au *Journal officiel* de la Polynésie française de son acte de promulgation, à l'exception :

- de l'article LP. 1er qui s'applique aux opérations dont le fait générateur intervient à compter du 1er janvier 2025. Toutefois, il ne s'applique pas aux encaissements pour lesquels la taxe sur la valeur ajoutée est exigible avant cette date ;
- de l'article LP. 2 qui s'applique à compter du 1er janvier 2025.

Le présent acte sera exécuté comme loi du pays.

Fait à Papeete, le 10 décembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Jordy CHAN

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Travaux préparatoires :

- arrêté n° 2148 CM du 20 novembre 2024 soumettant un projet de loi du pays à l'Assemblée de la Polynésie française ;
- examen par la commission de l'économie, des finances et du budget le 25 novembre 2024 ;
- rapport n° 128-2024 du 27 novembre 2024 de M. Heinui LE CAILL, rapporteur du projet de loi du pays ;
- adoption en date du 9 décembre 2024 ; texte adopté n° 2024-31 LP/APF du 9 décembre 2024.

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



La mise à jour du
Code des impôts
de la Polynésie
française
au 1^{er} janvier 2023

JOPF n°29 NS du 03/05/2023
de 364 pages

est disponible à la vente
au prix de 1.929 F CFP TTC